

# Otages en Irak: Paris compte moins d'alliés que d'ennemis

Pour Antoine Basbous, trop d'agitation a nuï à la stratégie française.

INTERVIEW  
JEAN-FRANÇOIS VERDONNET

Disparus le 20 août entre Bagdad et Nadjaf, Christian Chesnot, Georges Malbrunot et leur chauffeur syrien Mohammed Al-Joundi entament leur troisième mois de détention aux mains de leurs ravisseurs de l'Armée islamique en Irak. Les deux journalistes sont «en vie», a récemment indiqué le gouvernement français, qui a fait état de la reprise de «contacts indirects». La prolongation de l'épreuve ne souligne pas moins les limites de la «politique arabe de la France». Dans cette affaire, Paris compte de nombreux adversaires et bien peu d'alliés. Il n'est pas sûr, de surcroît, que la stratégie arrêtée pour obtenir la libération des otages ait été la mieux ajustée à la situation. «On est resté longtemps dans l'agitation», observe Antoine Basbous\*, directeur à Paris de l'Observatoire des pays arabes.

**Le gouvernement français a-t-il commis des erreurs d'appréciation depuis l'enlèvement des deux journalistes?**

— Il est délicat de porter un jugement sur une affaire en cours, car nous ne disposons pas de toutes les données. Il aurait peut-être été possible d'agir dès les premiers jours en «rachetant» les otages à leurs ravisseurs, comme l'ont fait les entreprises privées et même des États. Y a-t-il eu des ratés dans cette phase? Il apparaît en tout cas que la mobilisation politique de l'Islam de France et des amis arabes ne s'est pas révélée concluante. Ce qui a été désastreux, c'est l'opération parallèle du franc-tireur Julia. Le député a agi en dépit du bon sens, sans mé-

thode et vraisemblablement pour sa gloire personnelle. Pourtant, la règle d'or en la matière, c'est la discrétion la plus absolue. Or Julia et son équipe se sont répandus dans la presse comme pour couvrir et justifier leur échec annoncé, ou pour satisfaire une manipulation de la Syrie, qui aurait cherché à se venger de la France.

**La complexité des tractations ne tient-elle pas aux objectifs politiques des ravisseurs?**

— Là aussi la prudence est de mise. On ne connaît pas la fin de l'histoire. Il reste que pendant une semaine les deux journalistes n'auraient pas été détenus par un mouvement islamiste, mais par des mafieux. En outre l'Armée islamique en Irak, qui a revendiqué l'enlèvement, sait aussi monnayer la libération de ses otages. Je connais les cas de deux Libanais chrétiens libérés contre des rançons de 150 000 et de 200 000 dollars. Il faut savoir que tous les groupes mafieux se choisissent une devise islamiste pour donner à leurs crimes une coloration religieuse sacrée. Or sur la soixantaine de groupes actifs en Irak, la plupart sont de nature mafieuse. Seuls le groupe de Zarkaoui et quelques rares autres se montrent intraitables.

Avec eux, inutile de parler rançon: l'argent ne compte pas.

**Qui sont les alliés de la France dans cette affaire, et qui sont ses adversaires?**

— Les États les plus proches auront été la Jordanie et le Qatar — lequel a été l'instigateur de la condamnation solennelle de l'enlèvement par *Al Jazeera*. L'Égypte, qui a montré un réel savoir-faire pour délivrer ses otages, est trop éloignée du théâtre des opérations pour avoir prise sur les ravisseurs. En Irak, les

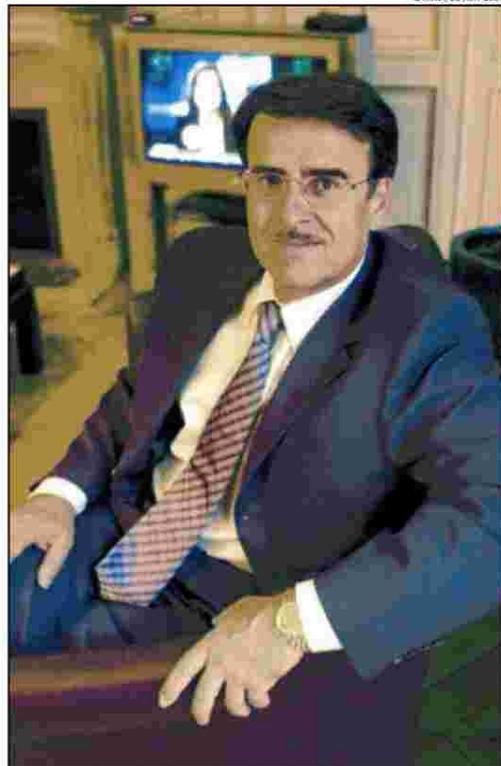
hommes du régime de Saddam Hussein pourraient aussi être considérés comme des hommes utiles. Mais ils comptent dans leurs rangs de nombreux mafieux, qui vivent de rapt. Ils ne constituent donc pas une entité fortement structurée. Du côté des adversaires figure la Syrie. Le pays constitue le poumon de la rébellion qui sévit dans le triangle sunnite irakien. Il entretient des relations structurelles avec les groupes de cette région qui en ont fait une base arrière. Les Syriens peuvent agir, s'abstenir, ou décider de nuire. Or ils en veulent à la France, coupable à leurs yeux d'avoir à l'ONU présenté avec les États-Unis la résolution 1559 stipulant le retrait de l'armée syrienne du Liban. La mouvance islamiste est également hostile. La France représente pour elle une cible certes moins prioritaire que les puissances anglo-saxonnes occupantes. Elle ne demeure pas moins un «pays mécréant» que son opposition à l'invasion ne transforme pas en État allié. Autre adversaire passif: le gouvernement irakien. Le premier ministre Iyad Allawi ne s'est pas privé d'administrer à la France quelques «leçons de bonne conduite».

**Les États-Unis peuvent-ils être tentés de retarder d'une manière ou d'une autre le dénouement de l'épreuve?**

— J'exclus qu'ils puissent se comporter en adversaires. Je pense qu'ils n'entreprendront aucune action qui nuise à la libération des deux journalistes. Au contraire, ils les «cueilleraient» si l'occasion se présentait et ne manqueraient pas d'en tirer avantage.

**Doit-on remettre en cause la qualité des services de renseignement et de l'appareil diplomatique français dans la région?**

— La vérité oblige à répondre «Ouais». Mais interrogez-vous: les États-Unis et la Grande-Bretagne



GAMMA/22 JUNE 2004

**Antoine Basbous:** «Ce qui a été désastreux, c'est l'opération parallèle du franc-tireur Julia. Le député a agi en dépit du bon sens, sans méthode et vraisemblablement pour sa gloire personnelle.»

ont-ils été plus performants? L'humilité s'impose à tout le monde.

**L'impression prévaut que toutes les stratégies ont échoué, la mobilisation de l'opinion publique, comme le travail secret des diplomates...**

— La discrétion absolue n'a pas été tentée. On a d'abord fait dans la communication, puis dans le show médiatique avec l'épisode Julia. On est resté longtemps dans l'agitation avant de s'assagir, enfin.

\* Antoine Basbous est l'auteur de «L'Arabie saoudite en guerre». Ed. Perrin. Collection Tempus. Septembre 2004.

Copyright © 2004 Edipresse Publications S.A. - Tous droits de reproduction réservés